



CHAPITRE 283

CHAPTER 283

LOI RELATIVE AUX ACQUISITIONS ET AN ACT RESPECTING THE ACQUISITION ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES AND ALIENATION OF IMMOVEABLE CORPORATIONS ET LES GENS DE PROPERTY BY CORPORATIONS AND MAINMORTE PERSONS IN MORTMAIN

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de: *Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte*. S. R. 1925, c. 229, a. 1.

1. This act may be cited as the *Mort- Short main Act*. R. S. 1925, c. 229, s. 1. title.

SECTION I

DIVISION I

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES À CERTAINES CORPORATIONS

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING CERTAIN CORPORATIONS

Droit
d'acquérir des im-
meubles.

2. Toute compagnie constituée en corporation et existant dans la Grande-Bretagne, comprenant les îles de la Manche et l'île de Man, dans les États-Unis d'Amérique ainsi qu'en Canada, a le droit d'acquérir et de posséder des terres et immeubles en cette province, pour les occuper elle-même ou y poursuivre ses affaires seulement, nonobstant toute loi à ce contraire.

Droit
d'aliéner,
etc.

Ces compagnies, lorsqu'elles sont autorisées par leur charte ou par la loi qui les régit, ont et ont toujours eu le droit d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles sans qu'il leur soit nécessaire d'obtenir le permis général ou spécial prévu par la section deuxième de la présente loi. S. R. 1925, c. 229, a. 2; 16 Geo. V, c. 63, a. 3.

2. Every company incorporated and existing in Great Britain (including the Channel Islands and the Isle of Man), in the United States of America, or in Canada, shall have the right to acquire and hold any lands and immoveable property in this Province, for its occupation or the prosecution of its business only, any law to the contrary notwithstanding.

Right
to hold
lands.

Such companies, when authorized under their charter or the law governing them, have and always have had the right to alienate and hypothecate their immoveable property without it being necessary for them to obtain the special or general permit provided for in Division II of this act. R. S. 1925, c. 229, s. 2; 16 Geo. V, c. 63, s. 3.

Right to
alienate,
etc.

Corpora-
tions sans
but de
gain.

3. Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part

3. No such corporation formed for the purpose of promoting art, science, religion, charity, or any other like object, not involving the acquisition of gain by the corporation or by the individual members

Corpora-
tions not
for gain.

de la compagnie ou des actionnaires individuellement, ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur, exprimé en conseil, plus de dix acres de terre; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par licence émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle corporation à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos. S. R. 1925, c. 229, a. 3.

thereof, shall, without the sanction of the Lieutenant-Governor in Council, hold more than ten acres of land; but the Lieutenant-Governor in Council may, by license under the hand of the Provincial Secretary, empower any such corporation to hold lands in such quantity and subject to such conditions as he shall think fit. R. S. 1925, c. 229, s. 3.

SECTION II

DIVISION II

DE L'ÉMISSION DE PERMIS RELATIFS À L'ACQUISITION ET À L'ALIÉNATION D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

ISSUE OF PERMITS RESPECTING THE ACQUISITION AND ALIENATION OF IMMOVEABLE PROPERTY BY CORPORATIONS AND PERSONS IN MORTMAIN

Requête pour acquérir, etc.

4. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du procureur général, après avis écrit de l'assistant-procureur général, et sur requête:

4. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Attorney-General after written notice from the Deputy Attorney-General, may, on petition to acquire, alienate.

1° D'accorder aux gens de mainmorte et aux corporations dont la capacité est limitée sous ce rapport l'autorisation d'acquérir des immeubles; et

1. Grant to persons in mortmain and to corporations whose capacity in this respect is limited, authorization to acquire and hold immoveable property; and

2° D'accorder aux gens de mainmorte l'autorisation d'aliéner et d'hypothéquer leurs immeubles dans les cas où cette autorisation est requise. S. R. 1925, c. 229, a. 4; 3 Geo. VI, c. 87, a. 1.

2. Grant to persons in mortmain authorization to alienate and hypothecate their immoveable property when such authorization is required. R. S. 1925, c. 229, s. 4; 3 Geo. VI, c. 87, s. 1.

5. L'autorisation est accordée au moyen:

5. The authorization shall be granted by means of:

Permis spécial.

1° D'un permis spécial émis à la demande d'une mainmorte ou d'une corporation, lequel confère à la mainmorte ou à la corporation qui en devient porteur la capacité requise relativement à un ou à plusieurs immeubles qui y sont désignés; ou

1. A special permit issued on the application of a person in mortmain or of a corporation,—conferring on the person in mortmain or the corporation holding the same, the capacity required with respect to one or more immoveable properties designated therein; or

Permis général.

2° D'un permis général, émis seulement à la demande d'une corporation à fonds social constituée pour des fins commerciales ou autres, lequel confère à la corporation qui en devient porteur la même capacité, relativement aux immeubles, que possède une corporation créée par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province. S. R. 1925, c. 229, a. 5.

2. A general permit, issued only on the application of a joint stock corporation incorporated for commercial or other purposes,—conferring upon the corporation holding it the same capacity respecting immoveable property as is possessed by a corporation incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province. R. S. 1925, c. 229, s. 5.

Contenu de la requête.

6. La requête doit énoncer:
1° Le nom, le mode de constitution en

6. The petition must set forth:
1. The name, the manner of incorpora-
Contents of petition.

corporation ou l'origine de la corporation, congrégation ou association demandant l'autorisation, les objets pour lesquels elle est constituée, la date de sa charte ou du document qui l'a organisée ou constituée, ainsi que le montant de son capital-actions, s'il en est;

2° S'il s'agit d'un permis spécial, la valeur du ou des immeubles que le requérant se propose d'acquérir, d'aliéner ou d'hypothéquer, suivant le cas;

3° S'il s'agit d'un permis spécial, les fins auxquelles sont destinés les immeubles à acquérir; et, au cas d'aliénation ou d'hypothèque, le motif de l'aliénation ou de la constitution de l'hypothèque. S. R. 1925, c. 229, a. 6.

Trans-
mission
de la
requête.

7. La requête est transmise au procureur général; et est accompagnée d'une copie de la charte ou de tout autre document constituant la corporation, congrégation ou association, pourvu que, si copie de cette charte ou de ce document ne peut être produite, les raisons qui rendent cette production impossible soient établies à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 229, a. 7; 3 Geo. VI, c. 87, a. 2.

Valida-
tion d'ac-
quisition,
etc.

8. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la présente loi, ou si le permis général visé par le paragraphe 2° de l'article 5, est émis en vertu de ses dispositions.

Causes
pen-
dantes.

Les validations édictées par le présent article n'affecteront pas cependant les causes pendantes. S. R. 1925, c. 229, a. 8; 22 Geo. V, c. 79, aa. 1-2.

Permis
demandé
par l'ac-
quéreur,
etc.

9. Dans le cas où des gens de mainmorte ou une corporation dont la capacité est limitée sous ce rapport, ont acquis un immeuble sans autorisation, de même que, dans le cas de constitution d'hypothèque ou d'aliénation d'un immeuble sans autorisation par des gens de mainmorte,

tion or the origin of the corporation, congregation or association applying for the authorization; the objects for which it was constituted; the date of its charter or the document by which it was organized or created, as well as the amount of its capital stock, if any;

2. In the case of a special permit, the value of the immoveable property or properties which the petitioner proposes to acquire, alienate, or hypothecate, as the case may be;

3. In the case of a special permit, the purposes to which the immoveable property to be acquired, is destined; and, in the case of alienation or hypothec, the reason for the alienation or the giving of the hypothec. R. S. 1925, c. 229, s. 6.

7. The petition shall be transmitted to the Attorney-General, together with a copy of the charter or other document creating the corporation, congregation or association, provided that, if a copy of such charter or document cannot be produced, the reasons for which such production is impossible shall be proved to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 229, s. 7; 3 Geo. VI, c. 87, s. 2.

Trans-
mission.

8. Any other provision to the contrary notwithstanding, every acquisition and alienation of immoveable property and every hypothec made or granted by a person in mortmain or a corporation, without authorization in cases where authorization is required, shall be valid, provided they are otherwise legal, if a special permit relating thereto, as provided by this act, or if the general permit, mentioned in paragraph 2 of section 5, is issued in virtue of the provisions thereof.

Acquisi-
tions, etc.,
valid.

The validations enacted by this section shall not, however, affect pending cases. R. S. 1925, c. 229, s. 8; 22 Geo. V, c. 79, ss. 1-2.

Pending
cases.

9. In the case of acquisition of an immoveable without authorization by a person in mortmain or by a corporation whose capacity in that respect is limited, as well as in the case of the hypothecation or alienation of an immoveable without authorization by a person in mortmain,

Acquirer,
etc., may
obtain
permit.

tout acquéreur ou tout créancier hypothécaire, selon le cas, peut bénéficier des dispositions ci-dessus et demander, au nom de la corporation ou des gens de mainmorte, qu'ils soient dissous ou non, le permis spécial que ces derniers ont omis, négligé ou refusé de demander relativement à l'immeuble acquis ou aliéné ou à l'hypothèque constituée.

Plusieurs
acquéreurs.

Si une corporation ou des gens de mainmorte ont vendu par parties à plusieurs acquéreurs un immeuble acquis sans permis, alors que le permis était nécessaire, tout acquéreur d'une de ces parties peut demander un permis au nom de la corporation ou des gens de mainmorte, qu'ils soient dissous ou non, ratifiant l'acquisition de tout l'immeuble par la corporation ou les gens de mainmorte, et cette ratification vaut pour tous les acquéreurs des autres parties de l'immeuble.

Forma-
lités.

Ces demandes sont soumises aux formalités énoncées dans les dispositions précédentes, et le permis accordé à la suite de ces demandes a le même effet, à compter de sa date, que celui émis en vertu desdites dispositions précédentes. S. R. 1925, c. 229, a. 9.

Enregis-
trement:

10. Les permis émis en vertu de la présente loi après le 17 décembre, 1931, n'ont d'effet qu'après leur enregistrement:

Permis
général;

a) Dans le cas d'un permis général, au bureau de la division d'enregistrement dans laquelle est situé le bureau principal de la corporation ou le bureau de son agent dans la province, selon le cas, ou le principal établissement des gens de mainmorte, qui ont obtenu le permis;

Permis
spécial.

b) Dans le cas d'un permis spécial, par transcription ou par inscription au bureau de la division d'enregistrement dans laquelle est situé l'immeuble pour lequel le permis a été accordé. S. R. 1925, c. 229, a. 9a; 22 Geo. V, c. 78, a. 1.

Règle-
ments.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier et abroger des règlements concernant les matières suivantes:

1° Les formules des permis et des requêtes, ainsi que les renseignements et les états qui pourront être requis avant l'octroi des permis;

any acquirer or hypothecary creditor, as the case may be, may benefit from the above provisions, and may apply, in the name of the corporation or person in mortmain, whether dissolved or not, for the special permit which the latter omitted, neglected or refused to apply for in relation to the immoveable acquired or alienated, or the hypothec constituted.

In the case of a corporation or person in mortmain having sold in portions an immoveable which was acquired without authorization, when an authorization was necessary, to several purchasers, any purchaser of one of such portions may apply for a permit in the name of the corporation or person in mortmain, whether dissolved or not, ratifying the acquisition of the whole immoveable by the corporation or person in mortmain, and such ratification shall avail for all the purchasers of the other parts of the immoveable.

Several
acquirers.

Every such application shall be subject to the formalities set forth in the preceding provisions, and every permit granted upon such application shall have the same effect, from and after the date thereof, as that issued under the said preceding provisions. R. S. 1925, c. 229, s. 9.

Formali-
ties.

10. The permits issued under this act after the 17th of December, 1931, shall only have effect after their registration:

Registra-
tion:

a. In the case of a general permit, in the office of the registration division wherein is situated the principal office of the corporation which obtained the permit, or the office of its agent in the Province, as the case may be, or the principal establishment of the persons in mortmain who obtained the permit;

General
permit;

b. In the case of a special permit, at length or by memorial, in the office of the registration division in which the immoveable for which the permit was granted is situated. R. S. 1925, c. 229, s. 9a; 22 Geo. V, c. 78, s. 1.

Special
permit.

11. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal regulations in connection with the following:

Regula-
tions.

1. Forms of permits and petitions, as well as the information and statements that may be required before the granting of a permit;

2° Les honoraires exigibles sur les requêtes, les permis et les autres procédures auxquelles pourront donner lieu les demandes d'autorisation;

3° En général tout ce qui pourra être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 229, a. 10.

2. The fees exigible upon petitions, authorizations and other proceedings which may be necessitated by the petitions for authorization;

3. Generally everything that may be necessary for carrying out the provisions of this act. R. S. 1925, c. 229, s. 10.

SECTION III

DIVISION III

DU DROIT D'EMPRUNTER ET D'HYPOTHÉQUER DE CERTAINES INSTITUTIONS DE CHARITÉ

RIGHT TO BORROW AND HYPOTHECATE OF CERTAIN CHARITABLE INSTITUTIONS

Droit
d'em-
prunter,
etc.

12. Toute institution de charité qui reçoit un octroi ou une aide en vertu de la Loi de l'assistance publique de Québec (chap. 187), y compris l'engagement prévu par l'article 19 de ladite loi, a le droit d'emprunter et d'exercer les pouvoirs mentionnés dans la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 280), et toutes les dispositions de ladite section VI s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux opérations faites par telle institution de charité. S. R. 1925, c. 229, a. 11; 25-26 Geo. V, c. 73, a. 1.

12. Every charitable institution receiving any grant or aid under the Quebec Public Charities Act (Chap. 187), including the undertaking provided for by section 19 of the said act, shall have the right to borrow and to exercise the powers mentioned in Division VI of the Special Corporate Powers Act (Chap. 280), and all the provisions of the said Division VI shall apply, *mutatis mutandis*, to the operations effected by such charitable institution. R. S. 1925, c. 229, s. 11; 25-26 Geo. V, c. 73, s. 1.

Disposi-
tions en
vigueur.

13. Les dispositions de l'article 12 sont censées être en vigueur depuis la date que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, et ce pour toute institution de charité qu'il indique, pourvu que cette institution en soit une recevant un octroi ou une aide en vertu de la Loi de l'assistance publique de Québec (chap. 187), y compris l'engagement prévu par l'article 19 de ladite loi. S. R. 1925, c. 229, a. 12; 25-26 Geo. V, c. 73, a. 1.

13. The provisions of section 12 shall be deemed to have been in force since the date which the Lieutenant-Governor in Council may fix, for any charitable institution that he may indicate, provided such institution be one receiving a grant or aid under the Quebec Public Charities Act (Chap. 187), including the undertaking provided for by section 19 of the said act. R. S. 1925, c. 229, s. 12; 25-26 Geo. V, c. 73, s. 1.

Provisions
in force.